



**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE LAVÉRUNE 2014-82**

Séance du 20 novembre 2014 à dix-huit heures trente

L'an deux mille quatorze, le vingt novembre à dix-huit heures trente, le conseil municipal de la commune de Lavérune, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de M. Roger Caizergues, maire.

Présents:

MM Caizergues, Billette, Carbonneill, Joly, Hervet, Laget, Lenoir, Palau, Perez, Petit, Serra, Weber

Mmes Albigès, Bertin, Chibani, Fraisse, Maury, Olivier, Pervent, Vella, Vilaplana

Absents excusés: Mme Bérard procuration à M. Caizergues, Mme Castillo procuration à Mme Vella

Secrétaire de séance: Irène Vilaplana

Nombre de membres en exercice: 23

Présents: 21

Absents: 2

Procurations: 2

Votants: 23

Date de convocation et affichage

14 novembre 2014

Objet: Montpellier Agglomération: groupement de commande fioul, autorisation de signature de convention

M. le maire informe que la Communauté d'Agglomération de Montpellier, la Ville de Montpellier et les Communes de Pignan, Saint Jean de Védas, Saint Brès, Lavérune, Villeneuve Lès Maguelone et le CCAS de Villeneuve Lès Maguelone, doivent lancer une procédure de mise en concurrence en vue de la fourniture de fioul destiné au fonctionnement de leurs services.

Afin de rationaliser leurs achats et de réaliser des économies d'échelle, les communes pressenties ainsi que l' Etablissement Public de Coopération Intercommunal ont décidé de constituer un Groupement de Commandes conformément à la convention annexée et à l'article 8 du Code des Marchés Publics.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier est désignée coordonnateur du Groupement et sa Commission d'Appel d'Offres sera celle du Groupement.

La procédure de mise en concurrence sera conforme aux articles 57 à 59 et 76 du Code des Marchés Publics (Appel d'Offres ouvert).

Les montants annuels estimatifs H.T. des commandes des membres du Groupement sont les suivants :

- Communauté d'Agglomération : 70 000 €
- Commune de Montpellier : 53 600 €
- Commune de Pignan : 4 500 €
- Commune de Saint Jean de Védas : 8 500 €
- Commune de Saint Brès : 2 000 €
- Commune de Lavérune : 2 400 €
- Commune de Villeneuve Lès Maguelone : 6 666 €
- CCAS de Villeneuve Lès Maguelone : 1 333 €

L'accord cadre sera multi attributaire (au minimum 3 prestataires sous réserve d'un nombre suffisant de candidats et d'offres).

L'accord cadre sera signé et notifié par la Communauté d'Agglomération de Montpellier au nom de l'ensemble des membres du Groupement, pour une durée de un an, à compter de sa notification. Chaque Commune membre du Groupement sera en charge de son exécution pour ses besoins propres.

L'accord cadre pourra être reconduit expressément pour 3 nouvelles périodes de un an par le coordonnateur pour le compte de l'ensemble des membres du Groupement.

Pour chacun des marchés à passer sur le fondement de l'accord cadre, chaque collectivité consultera par écrit les opérateurs économiques de l'accord cadre à survenance des besoins la concernant.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser l'établissement d'un Groupement de Commandes entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier, la Ville de Montpellier et les Communes de Pignan, Saint Jean de Védas, Saint Brès, Lavérune, Villeneuve Lès Maguelone et le CCAS de Villeneuve Lès Maguelone ;
- autoriser la souscription et la signature de l'accord cadre à intervenir avec les candidats retenus par la Commission d'Appel d'Offres, à l'issue de la procédure de consultation, conformément à l'article L.2122-21-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération ;
- autoriser M. la maire à signer la convention de l'accord cadre ainsi que tout document relatif à cette affaire;

M. le maire donne lecture de la convention, après avoir délibéré, à l'unanimité:

- autorise la souscription et la signature du marché à intervenir avec les candidats retenus par la commission d'appel d'offres, à l'issue de la procédure de consultation, conformément à l'article L2122-21-1 du code général des collectivités territoriales,
- dit que les crédits sont inscrits au budget de la commune,
- autorise M. le maire à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Ainsi fait et délibéré
Lavérune le 20 novembre 2014
Roger CAIZERGUES
Maire

